

6° une description détaillée du personnel, reprenant au moins les points suivants:

- a) formation ;
- b) type de contrat ;
- c) ancienneté ;
- d) qualifications pertinentes;

7° un bilan financier : frais de personnel et autres engagés dans le cadre de ce projet;

8° des recommandations stratégiques;

9° un résumé des points ci-dessus.

Art. 6. Le ministre qui a la Santé publique dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 22 mai 2021.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Santé publique,
Fr. VANDENBROUCKE

6° een gedetailleerde beschrijving van het personeel, met minstens volgende punten:

- a) opleiding ;
- b) soort overeenkomst ;
- c) anciënniteit ;
- d) relevante kwalificaties;

7° een financiële balans: personeels- en andere kosten gedaan in het kader van dit project;

8° beleidsaanbevelingen;

9° een samenvatting van bovenstaande punten.

Art. 6. De minister bevoegd voor Volksgezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 12 mei 2021.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid,
Fr. VANDENBROUCKE

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

[C - 2021/42010]

30 MAI 2021. — Arrêté royal déterminant des modalités du contrôle du bon fonctionnement du mécanisme de rémunération de capacité par la commission de régulation de l'électricité et du gaz

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 108 de la Constitution;

Vu la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité, l'article 7*undecies*, §10, premier alinéa et §13, inséré par la loi du 15 mars 2021 modifiant la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité et modifiant la loi du 22 avril 2019 modifiant la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité portant la mise en place d'un mécanisme de rémunération de capacité;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 23 février 2021;

Vu l'avis de la Commission de Régulation de l'Électricité et du Gaz, donné le 18 mars 2021;

Vu l'avis 69.015/3 du Conseil d'État, donné le 14 avril 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'avis no. 68/2021 de l'autorité de protection des données, donné le 20 mai 2021;

Sur la proposition de la ministre de l'Énergie,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE 1^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. § 1^{er}. Les définitions contenues dans l'article 2 de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité, ci-après dénommée « la loi du 29 avril 1999 », s'appliquent au présent arrêté.

§ 2. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° « pré-enchère » : processus concurrentiel préalable à la mise aux enchères, par lequel des détenteurs de capacités étrangères indirectes offrent un prix pour la mise à disposition de capacités en vue de leur participation au mécanisme belge de rémunération de capacité;

2° « règles de fonctionnement » : les règles de fonctionnement du mécanisme de rémunération de capacité, visées à l'article 7*undecies*, § 12, de la loi du 29 avril 1999;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

[C - 2021/42010]

30 MEI 2021. — Koninklijk besluit tot bepaling van de nadere regels voor het toezicht op de goede werking van het capaciteitsvergoedingsmechanisme door de Commissie voor de Regulering van de Elektriciteit en het Gas

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de Grondwet, artikel 108;

Gelet op de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt, artikel 7*undecies*, §10, eerste lid en §13, ingevoegd bij de wet van 15 maart 2021 tot wijziging van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt en tot wijziging van de wet van 22 april 2019 tot wijziging van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt, teneinde een capaciteitsvergoedingsmechanisme in te stellen;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 23 februari 2021;

Gelet op het advies van de Commissie voor de Regulering van de Elektriciteit en het Gas, gegeven op 18 maart 2021;

Gelet op het advies 69.015/3 van de Raad van State, gegeven op 14 april 2021, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies nr. 68/2021 van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 20 mei 2021;

Op voorstel van de minister van Energie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — Definities

Artikel 1. § 1. De definities opgenomen in artikel 2 van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt, hierna "de wet van 29 april 1999" genoemd, gelden voor dit besluit.

§ 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° "pre-veiling": concurrentieel proces voorafgaand aan de veiling, waarmee houders van onrechtstreekse buitenlandse capaciteit een prijs aanbieden voor de terbeschikkingstelling van capaciteit met het oog op hun deelname aan het Belgische capaciteitsvergoedingsmechanisme;

2° "werkingsregels": de werkingsregels van het capaciteitsvergoedingsmechanisme bedoeld in artikel 7*undecies*, § 12, van de wet van 29 april 1999;

3° « législation sur la protection des données » : les dispositions légales applicables en matière de protection des données à caractère personnel, notamment le Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

CHAPITRE II. — Généralités

Art. 2. Dans le cadre de sa mission de contrôle du bon fonctionnement du mécanisme de rémunération de capacité, la commission s'assure notamment que chaque pré-enchère, chaque procédure de préqualification initiée pour une mise aux enchères, chaque mise aux enchères et les transactions intervenant dans le marché secondaire sont menées en conformité avec la loi du 29 avril 1999, les arrêtés pris en exécution de cette loi et les règles de fonctionnement.

La commission vérifie en outre l'absence de manipulation du marché, de comportement anticoncurrentiel ou de pratique commerciale déloyale dans le mécanisme de rémunération de capacité.

Dans le cadre de l'exécution des contrats de capacités visés à l'article 7undecies, § 11, de la loi du 29 avril 1999, la commission veille également au respect de la loi du 29 avril 1999, des arrêtés pris en exécution de cette loi, des règles de fonctionnement et du contrat type de capacité.

CHAPITRE III. — Modalités du contrôle

Section 1^{er}. — Désignation de l'Auditeur du marché de capacité

Art. 3. § 1^{er}. Pour mener à bien le contrôle visé à l'article 2, la commission peut se faire assister par un Auditeur du marché de capacité, indépendant de toute personne qui participe directement ou indirectement au mécanisme de capacité, y inclus le gestionnaire de réseau, désigné pour une période de trois ans maximum. La commission applique, à cet effet, la législation en vigueur relative aux marchés publics.

Dans l'exercice de ses missions, l'Auditeur du marché de capacité agit au nom et pour le compte de la commission, et agit sous son contrôle.

Les frais et honoraires de l'Auditeur du marché de capacité sont à charge de la commission.

§ 2. La commission établit le cahier des charges en vue de la désignation de l'Auditeur du marché de capacité.

§ 3. La désignation de l'Auditeur du marché de capacité est notifiée au gestionnaire du réseau.

Section 2. — Obligations de l'Auditeur du marché de capacité

Art. 4. Dans l'exercice de ses missions, l'Auditeur du marché de capacité est tenu aux obligations suivantes :

1° respecter les dispositions du présent arrêté, du cahier des charges et, plus généralement, de toute disposition légale ou réglementaire applicable, ainsi que les règles de fonctionnement et faire preuve d'un haut niveau de probité;

2° disposer d'une équipe suffisante afin d'assurer les missions prévues par le présent arrêté et le cahier des charges et qui possède une connaissance et une compréhension adéquates des exigences essentielles de la section 2 du chapitre IIbis, de la loi du 29 avril 1999, des arrêtés d'exécution et des règles de fonctionnement;

3° transmettre à la commission, le cas échéant dans le délai imparti, les rapports visés aux articles 5 à 10;

4° le cas échéant, soumettre à la commission toute question spécifique, soupçon d'irrégularité ou de dysfonctionnement en rapport avec une pré-enchère en cours, une procédure de préqualification en cours, une mise aux enchères en cours ou une transaction du marché secondaire, ou de manipulation du marché, de comportement anticoncurrentiel ou de pratique commerciale déloyale dans le mécanisme de rémunération de capacité;

5° respecter la confidentialité des informations auxquelles il a accès dans l'exercice de ses fonctions;

6° respecter toute directive donnée par la commission, conforme au présent arrêté et au cahier des charges.

En cas de méconnaissance grave ou répétée des obligations mentionnées à l'alinéa 1^{er}, la commission peut mettre un terme immédiat à la mission de l'Auditeur du marché de capacité.

3° "wet bescherming persoonsgegevens": de toepasselijke wettelijke bepalingen inzake de bescherming van persoonsgegevens, met name de Verordening (EU) 2016/679 van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en de wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens.

HOOFDSTUK II. — Algemene bepalingen

Art. 2. In het kader van haar toezichtopdracht op de goede werking van het capaciteitsvergoedingsmechanisme, vergewist de commissie zich er met name van dat elke pre-veiling, elke prekwalificatieprocedure opgestart voor een veiling, elke veiling en elke transactie op de secundaire markt plaatsvindt overeenkomstig de wet van 29 april 1999, de besluiten tot uitvoering van deze wet en de werkingsregels.

De commissie gaat daarnaast na of er geen sprake is van marktmanipulatie, concurrentieverstorend gedrag of oneerlijke handelspraktijken in het capaciteitsvergoedingsmechanisme.

In het kader van de uitvoering van de capaciteitscontracten, bedoeld in artikel 7undecies, §11, van de wet van 29 april 1999, waakt de commissie er ook over dat de wet van 29 april 1999, de besluiten tot uitvoering van deze wet, de werkingsregels, en het standaardcapaciteitscontract gerespecteerd worden.

HOOFDSTUK III. — Controlemodaliteiten

Afdeling 1. — Aanstelling van de Auditor van de capaciteitsmarkt

Art. 3. § 1. Om de controle zoals bedoeld in artikel 2 goed te kunnen uitvoeren, kan de commissie zich laten bijstaan door een Auditor van de capaciteitsmarkt, onafhankelijk van alle personen die direct of indirect deelnemen aan het capaciteitsvergoedingsmechanisme alsook van de netbeheerder, aangesteld voor een periode van maximaal drie jaar. Hiertoe past de commissie de van kracht zijnde wetgeving betreffende de overheidsopdrachten toe.

Bij het uitvoeren van zijn taken handelt de Auditor van de capaciteitsmarkt in naam en voor rekening van de commissie en handelt onder haar toezicht.

De kosten en het honorarium van de Auditor van de capaciteitsmarkt zijn ten laste van de commissie.

§ 2. De commissie stelt het bestek op voor de aanstelling van de Auditor van de capaciteitsmarkt.

§ 3. De aanstelling van de Auditor van de capaciteitsmarkt wordt aan de netbeheerder meegedeeld.

Afdeling 2. — Verplichtingen van de Auditor van de capaciteitsmarkt

Art. 4. Bij het uitvoeren van zijn opdrachten is de Auditor van de capaciteitsmarkt gehouden tot nakoming van de volgende verplichtingen:

1° de bepalingen van dit besluit, van het bestek en, meer algemeen, van alle van toepassing zijnde wettelijke of reglementaire bepalingen evenals de werkingsregels respecteren en blijf geven van een grote integriteit;

2° over een afdoende team beschikken om de opdrachten van dit besluit en het bestek te kunnen vervullen, en dat een adequate kennis en begrip heeft van de essentiële vereisten van afdeling 2 van hoofdstuk IIbis van de wet van 29 april 1999, de uitvoeringsbesluiten en de werkingsregels;

3° indien nodig binnen de gestelde termijn, de verslagen bedoeld in de artikelen 5 tot 10 bezorgen aan de commissie;

4° indien nodig, elke specifieke vraag, vermoeden van onregelmatigheid of van slechte werking in verband met een lopende pre-veiling, een lopende prekwalificatieprocedure, een lopende veiling of een transactie op de secundaire markt, of van marktmanipulatie, concurrentieverstorend gedrag of oneerlijke handelspraktijk in het capaciteitsvergoedingsmechanisme voorleggen aan de commissie;

5° de vertrouwelijkheid van de informatie waar hij toegang toe heeft in het kader van zijn functie respecteren;

6° elke richtlijn die de commissie geeft volgens dit besluit of het bestek respecteren.

In geval van ernstige of herhaaldelijke miskening van de verplichtingen vermeld in het eerste lid, kan de commissie met onmiddellijke ingang een einde maken aan de opdracht van de Auditor van de capaciteitsmarkt.

Section 3. — Missions de l'Auditeur du marché de capacité

Art. 5. Dans les cinq jours ouvrables de la clôture de chaque pré-enchère, l'Auditeur du marché de capacité remet à la commission et au gestionnaire du réseau un rapport d'analyse. Ce rapport d'analyse :

1° vérifie que le logiciel informatique utilisé par le gestionnaire du réseau met correctement en œuvre les dispositions applicables des règles de fonctionnement;

2° examine si le gestionnaire du réseau a organisé la pré-enchère conformément à la loi, à ses arrêtés d'exécution, ainsi qu'aux règles de fonctionnement, en identifiant et décrivant, le cas échéant, les irrégularités potentielles;

3° vérifie la régularité de la liste des capacités étrangères indirectes sélectionnées par le gestionnaire du réseau au terme de la pré-enchère.

Art. 6. Dans les cinq jours ouvrables de la clôture de la procédure de préqualification précédant une mise aux enchères, l'Auditeur du marché de capacité remet à la commission et au gestionnaire du réseau un rapport d'analyse. Ce rapport d'analyse :

1° vérifie que le logiciel informatique utilisé par le gestionnaire du réseau met correctement en œuvre les dispositions applicables des règles de fonctionnement;

2° examine si le gestionnaire du réseau a mené la procédure de préqualification conformément à la loi, à ses arrêtés d'exécution, ainsi qu'aux règles de fonctionnement, en identifiant et décrivant, le cas échéant, les irrégularités potentielles;

3° vérifie la régularité de la liste des capacités sélectionnées par le gestionnaire du réseau au terme de la procédure de préqualification.

Art. 7. Dans les cinq jours ouvrables de la clôture de chaque mise aux enchères, l'Auditeur du marché de capacité remet à la commission et au gestionnaire du réseau un rapport d'analyse. Ce rapport d'analyse :

1° vérifie que le logiciel informatique utilisé par le gestionnaire du réseau met correctement en œuvre les dispositions applicables des règles de fonctionnement;

2° examine si le gestionnaire du réseau a organisé la mise aux enchères conformément à la loi, à ses arrêtés d'exécution, ainsi qu'aux règles de fonctionnement, en identifiant et décrivant, le cas échéant, les irrégularités potentielles;

3° vérifie la régularité de la liste des capacités sélectionnées par le gestionnaire du réseau au terme de la mise aux enchères.

Art. 8. Sans préjudice de l'article 9, en cas de soupçon d'irrégularité d'une transaction du marché secondaire, l'Auditeur du marché de capacité transmet à la commission et au gestionnaire des réseaux un rapport ad hoc dans les cinq jours ouvrables suivant l'approbation de la transaction par le gestionnaire du réseau.

Art. 9. Dans le cas de soupçon quant à l'existence d'un comportement anticoncurrentiel, d'une pratique commerciale déloyale ou d'une manipulation du marché, l'Auditeur du marché de capacité examine les faits y relatifs et établit dans les meilleurs délais un rapport ad hoc à l'attention de la commission.

Art. 10. Sans préjudice des articles 5 à 9, l'Auditeur du marché de capacité transmet à la commission, d'initiative ou à la demande de celle-ci et dans le délai qu'elle détermine, un rapport lié à une possible méconnaissance des dispositions de la loi du 29 avril 1999, des arrêtés d'exécution et des règles de fonctionnement relevant de la mission de contrôle de la commission en application de l'article 7undecies, § 13, de la loi du 29 avril 1999.

Section 4. — Obligations du gestionnaire du réseau

Art. 11. Le gestionnaire du réseau prend toute mesure raisonnable pour faciliter l'exercice des missions de la commission et de l'Auditeur du marché de capacité.

Art. 12. En vue de permettre à la commission et à l'Auditeur du marché de capacité de remplir leurs missions dans le cadre du présent arrêté, le gestionnaire du réseau fixe, en concertation avec la commission, les modalités d'accès aux espaces de ses bureaux dans lesquels sont organisées les pré-enchères et les mises aux enchères.

L'accès de la commission et de l'Auditeur du marché de capacité dans les bureaux du gestionnaire du réseau peut être conditionné par ce dernier à leur engagement de respecter les consignes de sécurité, d'hygiène, de protection des données et de confidentialité, communiquées au préalable par le gestionnaire du réseau.

Afdeling 3. — Opdrachten van de Auditor van de capaciteitsmarkt

Art. 5. Binnen de vijf werkdagen na de afsluiting van elke pre-veiling legt de Auditor van de capaciteitsmarkt een analyseverslag voor aan de commissie en aan de netbeheerder. Dit analyseverslag:

1° gaat na of de computersoftware die de netbeheerder gebruikt de toepasselijke bepalingen van de werkingsregels correct toepast;

2° gaat na of de netbeheerder de pre-veiling overeenkomstig de wet, zijn uitvoeringsbesluiten alsook de werkingsregels georganiseerd heeft, en identificeert en beschrijft indien nodig de mogelijke onregelmatigheden;

3° kijkt de regelmatigheid na van de lijst van onrechtstreekse buitenlandse capaciteiten geselecteerd door de netbeheerder op het einde van de pre-veiling.

Art. 6. Binnen de vijf werkdagen na de afsluiting van de prekwificatieprocedure die aan een veiling voorafgaat legt de Auditor van de capaciteitsmarkt een analyseverslag voor aan de commissie en aan de netbeheerder. Dit analyseverslag:

1° gaat na of de computersoftware die de netbeheerder gebruikt de toepasselijke bepalingen van de werkingsregels correct toepast;

2° gaat na of de netbeheerder de prekwificatieprocedure overeenkomstig de wet, zijn uitvoeringsbesluiten alsook de werkingsregels georganiseerd heeft, en identificeert en beschrijft indien nodig de mogelijke onregelmatigheden;

3° kijkt de regelmatigheid na van de lijst van capaciteiten geselecteerd door de netbeheerder na de prekwificatieprocedure.

Art. 7. Binnen de vijf werkdagen na de afsluiting van elke veiling legt de Auditor van de capaciteitsmarkt een analyseverslag voor aan de commissie en aan de netbeheerder. Dit analyseverslag:

1° gaat na of de computersoftware die de netbeheerder gebruikt de toepasselijke bepalingen van de werkingsregels correct toepast;

2° gaat na of de netbeheerder de veiling overeenkomstig de wet, zijn uitvoeringsbesluiten alsook de werkingsregels georganiseerd heeft, en identificeert en beschrijft indien nodig de mogelijke onregelmatigheden;

3° kijkt de regelmatigheid na van de lijst van capaciteiten geselecteerd door de netbeheerder op het einde van de veiling.

Art. 8. Onverminderd artikel 9, legt de Auditor van de capaciteitsmarkt, indien hij onregelmatigheden bij een transactie van de secundaire markt vermoedt, een ad hoc verslag voor aan de commissie en aan de netbeheerder binnen de vijf werkdagen na de goedkeuring van de transactie door de netbeheerder.

Art. 9. Indien hij vermoedens heeft van concurrentieverstorend gedrag, oneerlijke handelspraktijken of marktmanipulatie, onderzoekt de Auditor van de capaciteitsmarkt de desbetreffende feiten en stelt hij zo snel mogelijk een ad hoc verslag op ter attentie van de commissie.

Art. 10. Onverminderd de artikelen 5 tot 9, bezorgt de Auditor van de capaciteitsmarkt aan de commissie, op eigen initiatief of op haar vraag en binnen de door haar vastgelegde termijn, een verslag over een mogelijke miskenning van de bepalingen van de wet van 29 april 1999, de uitvoeringsbesluiten en de werkingsregels in verband met de opdracht tot toezicht van de commissie in toepassing van artikel 7undecies, § 13, van de wet van 29 april 1999.

Afdeling 4. — Verplichtingen van de netbeheerder

Art. 11. De netbeheerder neemt alle redelijke maatregelen teneinde de uitoefening van de opdrachten van de commissie en de Auditor van de capaciteitsmarkt te faciliteren.

Art. 12. Teneinde de commissie en de Auditor van de capaciteitsmarkt in staat te stellen hun opdrachten in het kader van dit besluit te vervullen, bepaalt de netbeheerder, in overleg met de commissie, de modaliteiten voor de toegang tot zijn kantoorruimten waarin de pre-veilingen en de veilingen worden georganiseerd.

De toegang voor de commissie en de Auditor van de capaciteitsmarkt tot de kantoorruimten van de netbeheerder kan door laatstgenoemde afhankelijk worden gemaakt van de voorwaarde van hun toezegging dat zij de veiligheidsvoorschriften, hygiënemaatregelen en de voorschriften inzake gegevensbescherming en vertrouwelijkheid naleven, die de netbeheerder hen op voorhand heeft meegedeeld.

Art. 13. Le gestionnaire du réseau donne à la commission et à l’Auditeur du marché de capacité pleinement accès :

1° à la plateforme informatique utilisée pour les pré-enchères afin d’en suivre le déroulement, y compris la possibilité de visualiser toutes les offres de pré-enchères telles qu’elles sont soumises ainsi que toutes les communications intervenues pendant les pré-enchères entre le gestionnaire du réseau et les participants;

2° aux logiciels de traitement des dossiers et bases de données utilisés par le gestionnaire du réseau dans le cadre des pré-enchères, de la procédure de préqualification et des mises aux enchères;

3° à la plateforme informatique utilisée pour la préqualification ainsi qu’à tous les dossiers de préqualification déposés en vue d’une mise aux enchères, les communications échangées entre parties et les décisions du gestionnaire du réseau y relatives;

4° à la plateforme d’enchères afin d’en suivre le déroulement, y compris la possibilité de visualiser toutes les offres telles qu’elles sont soumises ainsi que toutes les communications électroniques intervenues pendant la mise aux enchères entre le gestionnaire du réseau et les participants;

5° à la plateforme informatique utilisée pour le marché secondaire ainsi qu’à toutes les informations concernant les transactions sur ce marché.

Cet accès, qui inclut la lecture et la possibilité de copier et de retraiter les informations, ne crée toutefois, ni ne transfère, aucun droit d’utilisation, de propriété ou autre sur lesdits plateformes, logiciels et dossiers, autres que ceux strictement nécessaires aux fins explicitées aux présent arrêté. S’agissant des données à caractère personnel, l’accès se limite aux données qui sont nécessaires et pertinentes pour l’accomplissement de la mission de contrôle de la commission, conformément à la législation sur la protection des données.

Art. 14. Le gestionnaire du réseau donne suite dans le délai fixé à toute demande d’information que lui adresse la commission ou l’Auditeur du marché de capacité lui permettant de remplir ses missions, en lui procurant le cas échéant une copie de tout ou partie des données y relatives.

Section 5. — Obligation de coopération

Art. 15. Chaque détenteur de capacité ou fournisseur de capacité fournit à la commission et le cas échéant, à l’Auditeur du marché de capacité, sans frais et dans un délai raisonnable fixé dans la demande, toute information leur permettant de remplir leurs missions. Si l’information demandée est sujette à une obligation de confidentialité vis-à-vis d’une partie tierce, la personne concernée le signale à la commission et le cas échéant, à l’Auditeur et déploie ses meilleurs efforts pour obtenir de cette partie tierce l’autorisation de transmettre cette information. A défaut d’obtenir une telle autorisation, la personne concernée expose les raisons de l’impossibilité de transmettre l’information demandée.

Section 6. — Pouvoirs de la commission

Art. 16. Le cas échéant sur la base du rapport visé à l’article 5, et au plus tard dans les dix jours ouvrables après la clôture de la pré-enchère, si la commission constate, après avoir entendu le gestionnaire du réseau, qu’une ou des irrégularités commises dans le cadre du déroulement de la pré-enchère ont eu une incidence non-négligeable sur la liste des capacités étrangères indirectes retenues par le gestionnaire du réseau au terme de la pré-enchère, elle impose au gestionnaire du réseau d’organiser une nouvelle pré-enchère dans le délai qu’elle détermine. La commission communique une copie du procès-verbal de l’audition au gestionnaire du réseau.

Art. 17. Le cas échéant sur la base du rapport visé à l’article 6, et au plus tard dans les dix jours ouvrables après la clôture de la préqualification, si la commission constate, après avoir entendu le gestionnaire du réseau, qu’une ou des irrégularités commises dans le cadre de la procédure de préqualification ont eu une incidence non-négligeable sur la liste des capacités sélectionnées par le gestionnaire du réseau au terme de la procédure de préqualification, elle enjoint au gestionnaire du réseau de réexaminer les dossiers de préqualification concernés. La commission communique une copie du procès-verbal de l’audition au gestionnaire du réseau.

Art. 13. De netbeheerder verleent de commissie en de Auditor van de capaciteitsmarkt volledige toegang:

1° tot het informaticaplatform dat gebruikt wordt voor de pre-veilingen zodat het verloop ervan kan gevolgd worden en de visualisatie mogelijk is van de biedingen in de pre-veilingen zoals ze werden ingediend, alsook van alle communicatie die tijdens de pre-veilingen plaatsgevonden heeft tussen de netbeheerder en de deelnemers;

2° tot de software waarmee de dossiers behandeld worden en de databanken die door de netbeheerder gebruikt worden in het kader van de pre-veilingen, van de prekwalficatieprocedure en van de veilingen;

3° tot het informaticaplatform dat gebruikt wordt voor de prekwalficatie evenals tot alle met het oog op een veiling ingediende prekwalficatie dossiers, de gevoerde communicatie tussen de partijen en de beslissingen daarover van de netbeheerder;

4° tot het veilingplatform zodat het verloop ervan kan gevolgd worden en de visualisatie mogelijk is van alle biedingen zoals ze werden ingediend alsook van alle elektronische communicatie die tijdens de veiling plaatsgevonden heeft tussen de netbeheerder en de deelnemers;

5° tot het informaticaplatform dat gebruikt wordt voor de secundaire markt evenals tot alle informatie betreffende de transacties op die markt.

Deze toegang, die impliceert dat de gegevens uitgelezen kunnen worden en gekopieerd en verwerkt kunnen worden, leidt echter niet tot het ontstaan van noch tot de overdracht van een gebruiksrecht, eigendomsrecht of enig ander recht op deze platformen, software en dossiers dan degene die strikt noodzakelijk zijn voor de in dit besluit beschreven doeleinden. Aangezien het gaat om persoonsgegevens wordt de toegang beperkt tot de gegevens die noodzakelijk en relevant zijn om de toezichtopdracht van de commissie te kunnen vervullen, overeenkomstig de wetgeving betreffende de gegevensbescherming.

Art. 14. De netbeheerder geeft binnen de vastgestelde termijn gevolg aan elke vraag om informatie van de commissie of de Auditor van de capaciteitsmarkt en stelt hen in staat hun opdrachten uit te voeren door hun indien nodig een kopie van alle of van een deel van de desbetreffende gegevens te bezorgen.

Afdeling 5. — Verplichte medewerking

Art. 15. Iedere capaciteitshouder of capaciteitsleverancier stelt aan de commissie en desgevallend, de Auditor van de capaciteitsmarkt gratis en binnen een redelijke termijn vastgelegd in de aanvraag, alle informatie ter beschikking die hen in staat stelt hun opdrachten te vervullen. Indien de gevraagde informatie valt onder een verplichting tot vertrouwelijkheid tegenover een derde partij, signaleert de betrokken persoon dit aan de commissie en desgevallend, de Auditor en doet hij zijn uiterste best om van deze derde partij de toestemming te verkrijgen om deze informatie door te geven. Indien deze toestemming niet kan worden bekomen, licht de betrokken persoon de redenen voor het niet doorgeven van de gevraagde informatie toe.

Afdeling 6. — Bevoegdheden van de commissie

Art. 16. De commissie verplicht de netbeheerder, desgevallend op basis van het verslag bedoeld in artikel 5 en ten laatste binnen de tien werkdagen na de afsluiting van de pre-veiling, een nieuwe pre-veiling te organiseren binnen de door haar vastgelegde termijn als zij, na het horen van de netbeheerder, vaststelt dat er een onregelmatigheid heeft of onregelmatigheden hebben plaatsgevonden in het kader van het verloop van de pre-veiling die een niet verwaarloosbare invloed heeft of hebben op de lijst van onrechtstreekse buitenlandse capaciteiten die door de netbeheerder op het eind van de pre-veiling geselecteerd wordt. De commissie bezorgt aan de netbeheerder een kopie van het proces-verbaal van de hoorzitting.

Art. 17. De commissie verplicht de netbeheerder, desgevallend op basis van het verslag bedoeld in artikel 6 en ten laatste binnen de tien werkdagen na de afsluiting van de prekwalficatie, de betrokken prekwalficatie dossiers opnieuw te onderzoeken als zij, na het horen van de netbeheerder, vaststelt dat er een onregelmatigheid heeft of onregelmatigheden hebben plaatsgevonden in het kader van de prekwalficatieprocedure die een niet verwaarloosbare invloed heeft of hebben op de lijst van de capaciteiten die door de netbeheerder op het eind van de prekwalficatieprocedure geselecteerd wordt. De commissie bezorgt aan de netbeheerder een kopie van het proces-verbaal van de hoorzitting.

Art. 18. Le cas échéant sur la base du rapport visé à l'article 7, et au plus tard dans les dix jours ouvrables après la clôture de la mise aux enchères, si la commission constate, après avoir entendu le gestionnaire du réseau, qu'une ou des irrégularités commises dans le cadre du déroulement de la mise aux enchères ont eu une incidence non-négligeable sur la liste des capacités sélectionnées par le gestionnaire du réseau au terme de la mise aux enchères ou une influence non-négligeable sur le montant des enchères, elle impose au gestionnaire du réseau d'organiser une nouvelle mise aux enchères. A défaut d'une telle constatation, la commission valide le résultat de l'enchère. La commission communique une copie du procès-verbal de l'audition au gestionnaire du réseau.

Art. 19. Le cas échéant sur la base d'un rapport ad hoc visé à l'article 8, si la commission constate, après avoir entendu le gestionnaire du réseau et, si nécessaire, les parties à la transaction, l'irrégularité d'une transaction intervenue dans le marché secondaire, elle enjoint au gestionnaire du réseau, au plus tard dans les dix jours ouvrables suivant l'approbation de la transaction par ce dernier, d'annuler cette transaction. La commission communique une copie du procès-verbal de l'audition au gestionnaire du réseau et, le cas échéant, aux parties à la transaction intervenue.

Art. 20. Les mesures que la commission peut prendre en application des articles 16 à 19 ne portent pas préjudice aux sanctions qu'elle peut imposer en vertu de la loi du 29 avril 1999, et peuvent être le cas échéant cumulées avec celles-ci.

Art. 21. Après avoir demandé au gestionnaire du réseau d'identifier les passages confidentiels, la commission publie sur son site internet une version non-confidentielle des décisions visées dans la présente section, ainsi que, le cas échéant, des rapports sur lesquels ces décisions sont basées.

Art. 22. Les données acquises et traitées par la commission en application du présent arrêté sont conservées au maximum pendant le délai de prescription administrative prévu à l'article 31/3 de la loi du 29 avril 1999.

CHAPITRE IV. — Dispositions diverses et finales

Art. 23. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 24. Le ministre qui a l'Energie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 30 mai 2021.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de l'Energie,
T. VAN DER STRAETEN

Art. 18. De commissie verplicht de netbeheerder, desgevallend op basis van het verslag bedoeld in artikel 7 en ten laatste binnen de tien werkdagen na de afsluiting van de veiling, een nieuwe veiling te organiseren als zij, na het horen van de netbeheerder, vaststelt dat er een onregelmatigheid heeft of onregelmatigheden hebben plaatsgevonden in het kader van het verloop van de veiling die een niet verwaarloosbare invloed heeft of hebben op de lijst van capaciteiten die door de netbeheerder op het eind van de veiling geselecteerd wordt of een niet verwaarloosbare invloed op het bedrag van de veiling. Bij gebrek aan een dergelijke vaststelling valideert de commissie het resultaat van de veiling. De commissie bezorgt aan de netbeheerder een kopie van het proces-verbaal van de hoorzitting.

Art. 19. De commissie verplicht de netbeheerder, desgevallend op basis van het ad hoc verslag bedoeld in artikel 8 en ten laatste binnen de tien werkdagen na de goedkeuring van de transactie door de netbeheerder, deze transactie te annuleren als zij, na het horen van de netbeheerder en indien nodig de partijen die aan de transactie hebben deelgenomen, vaststelt dat er een onregelmatige transactie heeft plaatsgevonden op de secundaire markt. De commissie bezorgt aan de netbeheerder een kopie van het proces-verbaal van de hoorzitting en, indien nodig, aan de partijen die aan de transactie hebben deelgenomen.

Art. 20. De maatregelen die de commissie kan nemen in toepassing van de artikelen 16 tot en met 19 doen geen afbreuk aan de sancties die ze kan opleggen krachtens de wet van 29 april 1999, en kunnen er indien nodig mee worden gecombineerd.

Art. 21. Na de netbeheerder te hebben gevraagd de vertrouwelijke passages ervan aan te duiden, publiceert de commissie op haar website een niet-confidentiële versie van de beslissingen bedoeld in deze afdeling evenals, indien nodig, de verslagen waarop deze beslissingen zijn gebaseerd.

Art. 22. De gegevens die de commissie verwerft en verwerkt ingevolge de toepassing van dit besluit, worden niet langer bewaard dan de administratieve verjaringstermijn bedoeld in artikel 31/3 van de wet van 29 april 1999.

HOOFDSTUK IV. — Diverse bepalingen en slotbepalingen

Art. 23. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 24. De minister bevoegd voor Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 30 mei 2021.

FILIP

Van Koningswege :
De Minister van Energie,
T. VAN DER STRAETEN

MINISTERE DE LA DEFENSE

[C - 2021/41768]

27 JUIN 2010. — Arrêté royal relatif au statut administratif du militaire qui effectue un engagement volontaire militaire. — Coordination officieuse en langue allemande

Le texte qui suit constitue la coordination officieuse en langue allemande de l'arrêté royal du 27 juin 2010 relatif au statut administratif du militaire qui effectue un engagement volontaire militaire (*Moniteur belge* du 16 juillet 2010), tel qu'il a été modifié successivement par :

- l'arrêté royal du 7 novembre 2013 relatif au statut administratif du militaire qui contracte un engagement à durée limitée (*Moniteur belge* du 29 novembre 2013);

- l'arrêté royal du 26 décembre 2013 modifiant diverses dispositions relatives au statut des militaires (*Moniteur belge* du 30 décembre 2013);

- l'arrêté royal du 29 janvier 2016 modifiant diverses dispositions relatives au statut des militaires (*Moniteur belge* du 1^{er} mars 2016);

- l'arrêté royal du 30 juillet 2018 modifiant diverses dispositions relatives au statut des militaires (*Moniteur belge* du 31 août 2018).

Cette coordination officieuse en langue allemande a été établie par le Service central de traduction allemande à Malmédy.

MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

[C - 2021/41768]

27 JUNI 2010. — Koninklijk besluit betreffende het administratief statuut van de militair die een vrijwillige militaire inzet vervult. — Officiële coördinatie in het Duits

De hierna volgende tekst is de officiële coördinatie in het Duits van het koninklijk besluit van 27 juni 2010 betreffende het administratief statuut van de militair die een vrijwillige militaire inzet vervult (*Belgisch Staatsblad* van 16 juli 2010), zoals het achtereenvolgens werd gewijzigd bij :

- het koninklijk besluit van 7 november 2013 betreffende het administratief statuut van de militair die een dienstneming van beperkte duur aangaat (*Belgisch Staatsblad* van 29 november 2013);

- het koninklijk besluit van 26 december 2013 tot wijziging van verschillende bepalingen betreffende het statuut van de militairen (*Belgisch Staatsblad* van 30 december 2013);

- het koninklijk besluit van 29 januari 2016 tot wijziging van verschillende bepalingen betreffende het statuut van de militairen (*Belgisch Staatsblad* van 1 maart 2016);

- het koninklijk besluit van 30 juli 2018 tot wijziging van diverse bepalingen betreffende het statuut van de militairen (*Belgisch Staatsblad* van 31 augustus 2018).

Deze officiële coördinatie in het Duits is opgemaakt door de Centrale dienst voor Duitse vertaling in Malmédy.